

Le trafic humain et surtout des jeunes filles est une réalité au Burundi

@rib News, 23/09/2013 - Source Xinhua La Police des mineures burundaise a reconnu ce lundi qu'il y a bel et bien un trafic humain et de jeunes filles au Burundi depuis 2008 et a appelé à la synergie des actions dans la lutte contre ce fléau. « Nous enregistrons chaque fois beaucoup de plaintes relatives à la disparition des jeunes filles âgées de 14 à 17 ans, surtout celles qui sont en 7^{ème} et 8^{ème} années d'au moins six écoles secondaires privées à Bujumbura, la capitale burundaise (...). Ces filles s'organisent en groupes selon les quartiers d'origine et sont souvent sous la direction des filles un peu majeures qui leur cherchent des hommes », a indiqué à la presse Christine Sabiyumva, commissaire de la Police des mineures.

Elle a fait savoir que des fois ce sont même certaines mamans qui vont à l'intérieur du pays pour chercher des jeunes filles prétextant qu'elles vont leur chercher de l'école ou de l'emploi. « Arrivées à Bujumbura ou à Rumonge (une ville située au sud du Burundi sur les rives du lac Tanganyika, Ndlr), elles les regroupent ensuite dans une famille et commencent à chercher des hommes qui les violent et les entraînent dans la débauche », a-t-elle expliqué. Certaines filles se sont déjà constituées en groupes de choc appelés « les 17 combattantes » qui vont jusqu'à se faire prostituer à l'étranger avec la complicité des étrangers. « Nous les avons déjà attrapées au Rwanda où elles s'étaient rendues avec la complicité d'un rwandais et emmenées au Burundi. Le rwandais avait été emprisonné mais plus tard nous avons appris qu'il est revenu encore une fois au Burundi », ajoute Christine Sabiyumva. Elle a interpellé tout un chacun (administration locale, directions des écoles, parents, média) à travailler en synergie pour éradiquer ce phénomène et surtout demandé aux autorités judiciaires de ne pas relaxer des malfaiteurs qui sont attrapés en flagrant délit. Une autre forme de trafic humain a un caractère transfrontalier comme l'a développé Florence Boivin-Roumestan, missionnaire et consultante internationale qui a réalisé une étude pour le compte du barreau du Burundi. « En 2002, soixante femmes et enfants burundais ont été recrutés par Interpol au Kenya ; ils étaient supposés avoir du travail à Nairobi mais à la fin ils ont été vendus en Australie. Il y a eu aussi le cas de filles burundaises qui devaient aller à une rencontre spirituelle en RD Congo et qui ont été vendues à Oman. Trois ont échappé mais du fait de la peur, ont refusé de témoigner », explique la consultante lors de la restitution de l'étude. Elle a indiqué qu'il a été créé une Coalition qui s'appelle « Déracinons le trafic humain au Burundi » pour sensibiliser et mobiliser les acteurs de la société burundaise en informant et pour mettre en place des stratégies pointues pour déraciner le trafic humain.